

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/LIC/N/3/NGA/1

25 juillet 1996

(96-2953)

Comité des licences d'importation

Original: anglais

## REPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

### NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 7.3 DE L'ACCORD SUR LES PROCEDURES DE LICENCES D'IMPORTATION

#### NIGERIA

La Mission permanente du Nigéria a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 17 juillet 1996.

La Procédure générale de licences d'importation a été abolie en 1986, par suite de la mise en oeuvre du Programme d'ajustement structurel. Actuellement, l'importation de certains produits est prohibée pour des raisons commerciales tandis que d'autres font l'objet d'une interdiction absolue pour des raisons de santé publique et de sécurité nationale ou d'ordre social.

#### Description succincte du régime

1. i) Armes à feu (armes, munitions et explosifs)

Les demandes de licences d'importation d'armes à feu (armes, munitions et explosifs) sont soigneusement étudiées pour des raisons liées à la sécurité nationale. Chaque demande est examinée au fond et, lorsqu'elle est accordée, la quantité précise à importer est indiquée. Les licences d'importation d'armes et de munitions sont accordées par l'Inspecteur général de la police ou par un officier de police désigné à cet effet.

ii) Licences d'importation de tabacs

L'importation de tabacs non fabriqués, en feuilles, est réservée aux titulaires d'une licence d'importateur de tabacs. Cette licence, qui est délivrée par l'administration des douanes, expire le 31 décembre suivant la date de délivrance. Elle est renouvelable chaque année. Les licences sont accordées conformément aux directives contenues dans la circulaire n° 22 de 1959 sur les droits de douane et d'accise.

iii) Animaux et oiseaux vivants

Un certificat et un permis d'importation valables, établis conformément à la Loi sur les maladies des animaux de 1917 et de 1962, doivent être joints aux documents d'importation d'animaux et d'oiseaux vivants. Pour importer des chiens, il faut présenter un certificat valable signé par un vétérinaire du pays d'origine, attestant que l'animal est en bonne santé et qu'il n'a pas été exposé à une infection d'origine rabique au cours des six mois qui ont précédé l'importation. Il faut en outre obtenir un permis

d'importation délivré par le Directeur du Département fédéral de la recherche vétérinaire ou par le responsable des services vétérinaires d'un des Etats du Nigéria.

iv) Substances toxiques, médicaments et préparations pharmaceutiques

L'importation de ces produits doit s'effectuer dans le strict respect des dispositions de la Loi sur la pharmacie et des règlements y relatifs. Les permis sont délivrés par le Ministre fédéral de la santé et certifiés par l'Office national de contrôle des produits alimentaires et pharmaceutiques.

v) Produits pétroliers

L'importation de produits pétroliers est soumise à des restrictions. Les permis sont délivrés par le Ministre des ressources pétrolières.

vi) Importations prohibées

Toute importation d'un produit prohibé est subordonnée à l'obtention d'un permis délivré par le Chef de l'Etat, sur recommandation de la Commission de révision tarifaire, conformément au point II, Partie I du Décret n° 4 de 1995 portant consolidation des droits de douane et d'accise.

vii) Régime de permis de transit

Des permis de transit peuvent être accordés après examen d'une demande présentée par un commissionnaire en douane agréé au nom du requérant. Ce dernier est généralement présenté et recommandé par l'Ambassade de son pays, après quoi la demande est traitée en vue de la délivrance du permis.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Il y a deux groupes de produits qui ne peuvent être importés qu'avec une licence ou un permis.

i) Importations prohibées

Les produits visés figurent dans les listes 3 et 4 du Décret n° 4 de 1995 portant consolidation des droits de douane et d'accise.

ii) Importations faisant l'objet de restrictions

Les produits visés sont indiqués aux points i) à v) de la réponse 1 au questionnaire.

3. Tous les pays.

4. Le régime de licences est appliqué pour les raisons suivantes:

i) Sécurité nationale.

ii) Contrôle et surveillance des recettes et protection des agriculteurs locaux.

iii) Santé publique.

iv) Application des normes de qualité et prévention des importations de médicaments contrefaits ou périmés.

- v) Contrôle de la qualité et sécurité.
- vi) Sécurité et protection des industries naissantes et autres raisons d'ordre économique.

5. Loi relative à l'administration des droits de douane et d'accise, circulaires relatives aux droits de douane et d'accise, lois fédérales et circulaires gouvernementales. Oui, le gouvernement militaire fédéral peut abroger tout texte de lois par décret.

Modalités d'application

6. I. Les renseignements sont publiés au Journal officiel, dans les journaux et dans les publications spécialisées. La quantité allouée à chaque importateur ou à chaque pays de provenance n'est pas publiée, mais la quantité et, si possible et s'il y a lieu, la valeur des contingents attribués à chaque importateur sont indiqués sur les licences ou les permis.

II. Le volume des contingents est fixé pour chaque demande après examen au fond et, dans la plupart des cas, pour l'année. Il arrive cependant que des permis soient accordés pour certaines importations sans qu'un délai soit établi.

- III. a) Non. Quel que soit le produit, aucune licence n'est attribuée en partie ou seulement à des producteurs nationaux de marchandises similaires.
- b) Le gouvernement n'applique actuellement aucune mesure visant à faire en sorte que les licences accordées soient effectivement utilisées pour des importations.
- c) A l'expiration d'une licence, le reliquat non utilisé des attributions est considéré comme perdu.
- d) Oui, si demande en est faite.

IV. De janvier à septembre.

V. Deux semaines.

VI. Onze mois.

VII. Les demandes de licences sont examinées par un seul organe administratif.

VIII. Les demandes sont examinées au fur et à mesure de leur réception et les contingents sont attribués après examen au fond de chaque demande et selon le principe "premier arrivé, premier servi".

IX. Non, si les produits ne font pas l'objet d'une prohibition ou de restrictions au Nigéria.

X. Sans objet.

XI. Oui, dans le cas des produits fabriqués sous douane.

- 7. a) Le délai est de trois mois. Non, aucun produit faisant l'objet d'une prohibition ou de restrictions au Nigéria ne peut y être importé sans licence ou permis.
- b) Non.

- c) La période est limitée (janvier à septembre) afin de ménager du temps pour le traitement des demandes.
- d) Les demandes de licences sont examinées par un seul organe administratif.

8. Une demande de licence peut être rejetée pour des raisons liées à des pratiques commerciales déloyales ou de sécurité. Les motifs du rejet sont toujours indiqués dans la lettre de refus adressée au requérant. Celui-ci peut toutefois faire appel de la décision devant une instance supérieure.

#### Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne, entreprise ou institution est habilitée à demander une licence dans les cas visés aux alinéas a) et b) du présent point.

#### Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Un quitus fiscal, un certificat de constitution en personne morale, la licence échue (dans le cas de l'importation de tabacs), le nom et l'adresse du requérant (les boîtes postales et boîtes privées ("Private Mail Box") ne sont pas admises comme adresse).

11. La déclaration d'entrée en douane, le connaissement ou la lettre de transport aérien, les factures visées et certifiées conformes, l'accusé de bien-trouvé, le rapport sur les droits d'importation et le formulaire "M".

12. Aucun droit de licence ou redevance administrative n'est perçu.

13. Non. La période d'immobilisation court de janvier au 31 décembre.

#### Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La licence est valable 12 mois, de janvier au 31 décembre. Elle peut être prolongée sur demande et par revalidation.

15. Non.

16. Non.

17. a) Non.

b) Non.

#### Autres formalités

18. Oui. L'importateur doit présenter, par l'intermédiaire de sa banque, une lettre de crédit et le formulaire "M".

19. Non. Les devises ne sont pas automatiquement remises pour les marchandises à importer. Il n'est pas obligatoire de détenir une licence pour pouvoir obtenir des devises. Les conditions requises pour l'achat de devises sont énoncées dans les directives concernant le marché des changes et le marché des changes autonome. Ces deux organismes contrôlent les opérations de change. L'importateur doit avoir sur son compte courant suffisamment d'argent pour couvrir le coût de l'importation afin de pouvoir obtenir de la banque les devises demandées au moyen du formulaire "M".